Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 21 (1963)

Heft: [2]: La Suisse et la Communauté atlantique

Artikel: L'évolution des doctrines stratégiques de l'OTAN

Autor: Gonard, Samuel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-135637

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'évolution des doctrines stratégiques de l'OTAN

Colonel commandant de corps SAMUEL GONARD

professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève

Fragilité de la paix nucléaire

Depuis tantôt vingt ans, deux puissants empires s'affrontent s'ils ne se battent déjà. Leur alliance occasionnelle et contre nature à la seule fin d'abattre un adversaire dangereux s'est désagrégée avec la victoire. L'attitude toute artificielle qu'imposait l'impérieuse nécessité de vaincre les puissances de l'Axe Rome-Berlin n'a dès lors plus dissimulé l'opposition irréductible des idéologies politiques et sociales du monde occidental et du monde soviétique.

Si cette opposition n'a pas encore donné naissance à un troisième et peut-être ultime conflit mondial, c'est qu'entre-temps le pouvoir accru de destruction des armes nouvelles oblige à des évaluations d'un genre inusité. Si certains envisagent une catastrophe démographique à l'échelle mondiale et la quasi-disparition du genre humain en cas de guerre nucléaire, d'autres pensent que du fait des dévastations généralisées et réciproques la victoire de l'un serait dépouillée de tous les avantages qu'on pouvait attendre jadis de la débâcle militaire de l'ennemi.

Il est probable que cette prudence dans la conduite actuelle des politiques impériales résulte simplement du fait que toute appréciation valable, calculée ou raisonnée, des résultats probables d'un conflit atomique échappe à l'entendement comme à la réflexion. Les expériences tragiques de 1945 au Japon n'ont plus qu'une valeur documentaire à l'époque thermonucléaire. Les résultats des explosions dans les terrains d'essai sont interprétés si diversement qu'ils accusent encore ces hésitations plausibles. Le fait que les conséquences d'une telle guerre ne peuvent plus être estimées, même avec des marges très larges, mais qu'elles relèvent du seul domaine de l'imagination provoque des évaluations aussi exagérées dans un sens que dans l'autre. L'incertitude règne donc, et parce qu'elle est plus grande encore que le risque que l'on peut délibérément courir, elle conseille une certaine retenue, commencement de la sagesse. C'est à la fragile protection de la bombe atomique que nous devons la paix atomique toujours en sursis.

Nous ne sommes pas les premiers sur terre à avoir des mobiles de redouter la destruction totale des ethnies contemporaines. De tout temps les désastres militaires ont eu de semblables conséquences. A l'époque lointaine où le Proche-Orient était le centre du monde, les grands empires qui successivement en ont constitué la structure

politique : sumérien, babylonien, assyrien, hittite, égyptien, ont tous sombré, à la suite de campagnes malheureuses, dans l'oubli ou la légende pour quelques millénaires. Nos archéologues n'ont pu révéler que fragmentairement ce qu'étaient leur civilisation et leurs mœurs. Plus tard, la charrue a passé sur le sol de Carthage, que le sel répandu devait stériliser à jamais. Les Espagnols conquérants ont ravagé les cultures précolombiennes au point qu'elles n'ont pas encore livré leurs mystères quatre siècles plus tard. Pourtant le peu que l'on sait des raffinements de toutes ces civilisations évanouies prouve à lui seul qu'elles étaient susceptibles d'évoluer encore et d'échapper ainsi à cette chute dans le néant où les a précipitées une défaite.

Nous devrions redouter — davantage encore que l'holocauste humain — la disparition de ces valeurs culturelles lentement accumulées, produit final d'un effort en chaîne ininterrompu durant vingt-cinq siècles et craindre qu'il ne trouve sa fin dans l'autodestruction des volatilisations atomiques. On ne voit pas bien pourquoi nous serions miraculeusement épargnés alors que les efforts de l'Occident pour ne pas être englouti sont sans rapport avec le danger réel qu'il court effectivement et qu'il n'a rien voulu apprendre des négligences antiques et d'autres plus récentes.

Les agents de l'évolution des doctrines

Le Traité de l'Atlantique Nord — l'acte de naissance de l'OTAN — signé le 4 avril 1949, n'est pas plus un point de départ que d'arrivée. Ce n'est au contraire qu'un des jalons, mais l'un des plus importants, d'une évolution politique et stratégique dont l'origine remonte aux années de la Deuxième Guerre mondiale et qui depuis lors s'est poursuivie jusqu'à nos jours, cahotante et incertaine, en frôlant les catastrophes. Rien ne distingue les quelques années d'avant l'OTAN, c'est-à-dire de 1945 à 1949, de celles qui s'écoulèrent depuis, en ce qui a trait aux causes profondes, tant politiques que techniques, qui ont fait surgir puis disparaître les situations successives que nous avons connues. C'est pourquoi l'examen de l'évolution des doctrines de l'OTAN doit très naturellement s'étendre à toute la période qui s'est écoulée depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Le développement de l'*idée atlantique* est ponctué d'événements politiques et d'autres stratégiques, qui ont agi sur son cours par saccades et lui ont valu certes de progresser sans relâche, mais en zigzaguant. En effet, l'évolution des doctrines résulte d'une série ininterrompue de crises sur l'échiquier politique en même temps qu'elle a été constamment influencée par les progrès réalisés à un rythme stupéfiant dans la technique des armements modernes.

Les données de ces événements s'inscrivent alors dans les doctrines politico-stratégiques qu'elles contribuent à façonner. Celles-ci régiront à leur tour le comportement des responsables tant politiques que militaires lors de la prochaine crise dont on ne saurait prévoir à l'avance les caractéristiques. Considérées comme des principes d'action, ces doctrines sont chroniquement en retard d'un événement au moins, ce qui

explique peut-être qu'aucune crise n'a jamais pu être résolue de façon entièrement satisfaisante et que chacune porte en elle le germe de la suivante. Il faudrait être bien optimiste pour envisager que cet enchevêtrement des causes et des conséquences se dénouera un jour dans l'euphorie d'une solution pacifique définitive.

Aussi, avant d'examiner l'évolution même des doctrines de l'OTAN, convient-il d'analyser tout d'abord leurs composantes politiques et stratégiques.

Ces crises endémiques ont, par rapport à l'Alliance, soit un caractère externe parce que d'autres Etats y sont intéressés ou qu'elles sévissent au-delà du périmètre de l'OTAN tel qu'il est défini dans le Traité, soit alors un aspect purement interne, presque intime, mais rarement discret.

Les crises externes à l'OTAN

Cinq périls majeurs ont menacé de mettre fin à la paix froide depuis 1945. Cette classification est du reste fort arbitraire, en ce sens qu'elle relègue par exemple à l'état de querelle mineure la guerre de Chine ou la bolchévisation en 1948 de quatre des Etats d'Europe centrale.

Le premier de ces conflits externes à l'OTAN, qui alors n'était qu'en gestation, fut le coup d'Etat de Prague du 15 février 1948 qui devait contribuer à l'aboutissement des négociations en vue de la création de l'Alliance atlantique. Il fut suivi à quelques semaines du blocus de Berlin qui dura près d'une année, jusqu'en mai 1949, mais demeure un conflit en sursis. Un an plus tard, le 25 juin 1950, commençait par une agression surprise la guerre de Corée, conventionnelle et limitée, qui se prolongera jusqu'en été 1953 pour s'achever par un compromis peu satisfaisant. Ce fut ensuite le fiasco de l'expédition de Suez si mal préparée, si brillamment conduite et si brutalement interrompue. Enfin, le conflit plus récent de Cuba a failli être l'origine d'une guerre atomique universelle.

Ces événements ont ceci de commun que, provoqués par le monde soviétique, ils se sont manifestés sous l'angle de la *surprise stratégique* absolue (Prague, Berlin, Corée) ou ont pris brusquement un aspect si menaçant que les délais usuels de négociations avec les partenaires ont été réduits à zéro, ce qui équivaut à la *surprise diplomatique* (Suez, Cuba). Dans chaque cas, les Etats-Unis ont été contraints d'agir sans consultation préalable avec leurs alliés. Soulignons qu'ils ont fait face à des situations extrêmement périlleuses dans des délais records (moins de 24 heures à Berlin et en Corée) et que c'est à leurs seules initiative et intervention immédiates que le monde libre doit d'avoir frôlé seulement une guerre atomique. Mais si, lors des affaires de Prague et de Berlin, les nations occidentales ont été soulagées de pouvoir bénéficier instantanément de la puissante protection américaine, on note déjà, dans le cas de la Corée, qu'il leur a fallu plusieurs semaines pour donner leur accord tacite aux décisions américaines. Néanmoins, chacune de ces actions des Etats-Unis, aussi justifiée fût-elle, a froissé des susceptibilités nationales. Celles-ci le furent au plus haut point lors de l'affaire de Suez qui eut au moins l'avantage de marquer les limites que l'Amérique entendait fixer à la notion de la solidarité occidentale.

On voit ainsi que dans ces périodes troublées qui ne mettaient guère en cause directement le Pacte atlantique lui-même, les Etats-Unis ont agi, du reste au bénéfice de leurs alliés, avec une souveraine liberté de décision, sans jamais les consulter valablement au départ. Le sentiment déprimant de la dépendance stratégique et la crainte d'être entraînés dans un conflit majeur de par les initiatives politiques unilatérales d'un puissant allié, ont créé un climat d'inquiétude latente peu favorable à l'affermissement pourtant si nécessaire de l'OTAN.

Les crises internes

Les difficultés internes d'une alliance sont un phénomène trop connu et banal pour s'y arrêter longuement ici. Elles n'ont pas manqué dans une région du monde où l'individualisme personnel, cultivé à outrance, et le souci d'indépendance des Etats conditionnent encore le comportement des gouvernements. En Europe, les sources de la rivalité latente de l'Angleterre et de la France subsistent dans l'Alliance telles qu'elles furent et demeureront vraisemblablement toujours. Entre les Etats du continent surgissent et s'évanouissent des divergences trop futiles à l'égard des intérêts globaux en cause pour qu'elles atteignent le point de rupture, d'autant plus que pour une part leurs origines sont économiques ou monétaires. Aux portes du Proche-Orient, Grèce et Turquie sont trop périphériques pour se préoccuper d'autres soucis que des leurs propres. L'unique groupement géopolitique qui échappe à ce régime de sautes d'humeur est celui de l'Amérique du Nord où le Canada et les Etats-Unis ont intégré leur défense aérienne à l'échelle continentale sans heurts ni récriminations.

A cette exception près, le monde atlantique est sujet à des dissensions internes assez virulentes et fréquentes, périlleuses par l'amertume, les attitudes de défi et le réveil des susceptibilités nationales qui les accompagnent. Ces querelles se nouent à travers l'océan sur une ligne qui devrait être une ligne de force, entre les Etats-Unis et leurs partenaires de l'Europe continentale. En effet, dans ce jeu subtil, l'Angleterre, une nouvelle fois, occupe une place particulière, apparemment préférentielle, mais payée, semble-t-il, de plus de docile soumission que n'en consentent les autres membres de la Communauté. Ceux-ci sont plus récalcitrants aux injonctions d'Outre-Atlantique et ne dissimulent guère leur envie sporadique de jouer à la chèvre de M. Seguin.

Ces tensions intercontinentales paraissent avoir pour une part leur source dans les modifications trop fréquentes des doctrines défensives successives que les Etats-Unis imposent en fait à leurs alliés. Nous en verrons plus loin l'impressionante succession. Certes, la faculté d'évoluer est en soi un témoignage de vitalité. Mais des changements de méthodes trop fréquents sont la marque d'une certaine instabilité de la pensée et peut-être même d'un manque d'assurance. Il est nécessaire d'adapter avec exactitude les doctrines aux situations politiques, mouvantes par essence comme aux progrès si rapides des armements. Mais les doctines américaines paraissent avoir été modifiées plus vite que ne l'auraient exigé depuis 1949 des situations politiques évolutives certes, mais non révolutionnaires dans la zone atlantique. Pour une part non négligeable, ces

modifications de doctrine, particulièrement fréquentes depuis les années 1955, sont le résultat de spéculations théoriques qui ne répondent pas nécessairement à des besoins concrets. L'Europe est sensible à l'irréalisme de telles argumentations. Qu'elles éveillent de l'incompréhension, la preuve en est administrée par les nombreux ambassadeurs extraordinaires que les Etats-Unis doivent envoyer à tour de rôle dans les capitales du vieux continent pour commenter et clarifier si possible les termes souvent hermétiques ou ambigus de leurs résolutions.

Or, l'option pour une doctrine provoque, en vue de son application, toute une série de mesures concrètes qui touchent tous les ministères et les industries ou groupements économiques et non pas seulement celui de la défense nationale et les organes de la recherche scientifique. Un programme d'une certaine ampleur requiert donc une certaine rigidité s'il doit être achevé dans des délais et conditions raisonnables. On n'abandonne pas un système de défense, un type de navire ou encore de division pour un autre, on ne bouleverse pas inopinément des notions enfin acquises comme celle de l'épée atomique et du bouclier conventionnel ou encore un mode admis de représailles, sans perte de temps et d'argent. De telles modifications entraînent — et c'est plus grave — une réduction temporaire mais sensible du facteur de *sécurité* sans que personne ne puisse dire à l'avance si ce délai d'adaptation ne coïncidera pas avec une crise dangereuse. Il conviendrait donc d'en être avares. Comme l'on ne peut pronostiquer les cas dans lesquels les armes nucléaires américaines seront vraiment employées pour défendre l'Europe, certains Etats européens s'orientent vers des solutions à prédominance nationale, en contradiction avec l'esprit du Pacte.

*

L'OTAN subit ainsi et surmonte une crise après l'autre avec une certaine élégance si l'on songe que l'objectif politique constant de l'URSS est sa désagrégation.

Qu'elles soient d'origine interne ou externe, les effets de ces crises s'additionnent fatalement, amplifiant l'instabilité du système, alors que des certitudes inébranlables devraient le fortifier. Chaque crise laisse une situation politique plus ou moins modifiée à laquelle la doctrine défensive du moment est adaptée, si ce n'est sacrifiée.

Ces effets répétés de conciliation entre réalité et théorie créent l'insécurité qui provoque une nouvelle crise de confiance et boucle le cercle vicieux.

L'OTAN paraît donc affectée d'une maladie chronique, heureusement compensée par l'étonnante résistance des incurables.

Les réalisations techniques

L'élaboration des doctrines se fonde non seulement sur les données politiques concrètes du moment, mais encore sur les caractéristiques des armes à disposition. A cet effet, il ne peut s'agir, bien entendu, que de types dont les essais ont été concluants et la fabrication en série décidée ou déjà en cours. Se satisfaire des normes incertaines

d'un prototype, tel le « Skybolt », par exemple, c'est s'exposer aux déboires cuisants qu'ont éprouvé cet hiver, bien malgré eux, les Britanniques.

Cette précaution n'empêche nullement les études préparatoires dont le point de départ peut n'être qu'un projet sur la planche à dessin. Mais s'il est judicieux de se préoccuper en 1963 de ce que pourrait être la doctrine en 1967 ou 1970 et d'en tenter l'esquisse, il est encore plus utile de savoir avec précision ce que l'on ferait en cas d'urgence au printemps de cette année-ci et avec quels moyens. Il est très naturel que les déclarations officielles aient beaucoup plus fréquemment trait à la première et la plus lointaine de ces alternatives, de telle sorte que, confondant rêve et réalité, le public s'estime rassuré pour l'heure présente, dans l'ignorance de la situation momentanée souvent moins favorable.

Or, une doctrine sera toujours en retard d'une invention ou d'un perfectionnement technique, comme sur le plan politique, on l'a vu, elle retardera d'une crise.

Ce décalage inévitable, allié à la puissance, illimitée à notre échelle, des nouvelles armes, se répercute dans le domaine des applications. Il crée tout d'abord un réflexe de *défense* qui dure aussi longtemps que le processus d'adaptation mentale aux redoutables possibilités des engins nouveaux n'est pas achevé, après quoi les doctrines offensives qui seules ouvrent la voie au succès devraient toujours reprendre le pas.

Ce phénomène a été observé à l'apparition de chaque arme nouvelle : feu grégeois, arbalète, canon par exemple. C'est pourquoi un stratège aussi valeureux que le maréchal de Saxe préconisait d'éviter la bataille devenue trop coûteuse, disait-il, à l'âge du canon. Faisant erreur sur la cause, il ne s'aperçut pas que les formations de l'infanterie n'étaient pas encore adaptées à la puissance de feu de l'artillerie, bien que deux siècles se soient écoulés depuis son apparition.

A l'ère atomique nous en sommes exactement à cette phase du développement qui durera peut-être longtemps, parce que les voies d'une adaptation satisfaisante aux conditions nouvelles sont loin d'être trouvées. Les doctrines *atomiques* varieront donc encore mais dans le cadre étroit d'un concept purement défensif. Ce serait là un motif plausible de n'en point changer trop souvent.

Si nous dominons les techniques de fabrication et de lancement des armes modernes, nous maîtrisons moins bien l'extrémité fatale de ces trajectoires où se produit l'*explosion*. Elle nous échappe avec toutes ses conséquences, même si nous savons la provoquer au bon endroit. La domestication de nos découvertes n'est donc que partielle. Nous nous rapprochons d'une limite dangereuse qui est la source de nos difficultés et des hésitations doctrinales car, comme l'écrit Jérôme Carcopino, « ce serait en effet la fin de tout si, dans l'Univers, les outillages devaient cheminer plus vite que la pensée » [1].

Dans les deux décennies écoulées depuis la Deuxième Guerre mondiale, ces « outillages » ont en effet cheminé à une allure vertigineuse, aussi bien en ce qui concerne la puissance explosive de chaque engin et partant son pouvoir de destruction que la distance (dire « portée » serait désuet de nos jours) à laquelle il peut être projeté. L'extension à la planète entière, bientôt au Cosmos, des zones d'action des moyens nouveaux

[1] J. Carcopino : *Les Etapes de l'Impérialisme romain*, Hachette 1961, p. 266.

montre que l'élément porteur de la charge n'a pas moins d'importance que la charge elle-même et que les procédés de navigation balistique ou guidée sont aussi déterminants que les techniques de fission ou de fusion des atomes.

Le seuil des années 1956-57 marque l'époque où le porteur — jusqu'alors l'avion — a commencé peu à peu à céder la place aux projectiles autopropulsés, fusées, des types IRBM (International Range Balistic Missile) puis ICBM (Intercontinental Balistic Missile).

La conduite des opérations doit tenir compte de cette évolution. L'avion peut être soumis à divers contrôles en cours de route (ne pas franchir une ligne sans nouvel ordre par exemple) et être rappelé (avec sa charge atomique) en cas d'erreur, dans la mesure où son électronique fonctionne. Il manifeste donc encore une certaine docilité. Mais la fusée sur sa trajectoire marche irréversiblement vers son objectif, à moins qu'on ne parvienne à mettre au point un procédé électronique d'autodestruction en cours de vol. Donc le déclenchement *accidentel* d'une guerre atomique est entré dans le champ des possibilités comme l'une des éventualités les plus retoutables. C'est là un des motifs les plus valables de ne pas augmenter les membres du « club atomique », car les risques d'accident croissent évidemment en fonction du nombre des membres. Le rétrécissement des marges d'alertes, résultant de l'augmentation des vitesses et les possibilités accrues d'accident exigent que les doctrines comportent des dispositifs de sécurité. Si leur mécanisme est purement technique, il n'en demeure pas moins que ces mesures ont une portée hautement politique (par exemple le projet de liaison directe Maison-Blanche-Kremlin).

Les onze années qui s'écoulèrent de 1945 à 1956 furent dominées par le couple « avion-bombe atomique » et la course aux engins de plus en plus puissants. Cette période est caractérisée par le monopole atomique dont bénéficièrent les Etats-Unis à deux reprises.

En effet, les Etats-Unis disposèrent du monopole de la bombe atomique du type Hiroshima jusqu'à l'explosion russe du 14 juillet 1949, soit durant quatre années. En fait, jusqu'en 1951 environ, les Américains, pour deux raisons, se comportèrent comme s'ils étaient toujours les maîtres absolus en ce domaine. Il paraissait tout d'abord vraisemblable que leurs stocks atomiques étaient plus considérables que ceux des Russes. Il fallut ensuite ce délai au monde occidental pour qu'il apprécie enfin avec le réalisme voulu ce que signifiait vraiment la parité atomique avec les Soviets et les conséquences qu'il en fallait tirer.

Le 1er novembre 1952, la première bombe thermonucléaire éclatait aux Etats-Unis ; une nouvelle phase de la rivalité des deux grands commençait. Elle fut plus brève et son caractère différent. En effet, la riposte russe équivalente ne tarda pas ; elle eut lieu déjà l'année suivante en 1953. Le monopole thermonucléaire n'avait été que relatif, puisqu'il venait se superposer à la parité atomique simple.

L'égalité absolue ainsi rétablie, chaque camp augmenta à la fois la puissance de ces engins (explosion de 60 Mt. en Russie, le 28 octobre 1961) et leur nombre, de telle sorte que les charges nucléaires russes et américaines existantes suffiraient sans doute pour supprimer les civilisations actuelles.

Les doctrines en vigueur devaient être adaptées à ces stades successifs du développement technique si profondément différencié. Avant 1954 ces modifications furent effectuées avec la modération réfléchie alors de mise et le souci de ne pas effaroucher des alliés encore très faibles, à peine remis des épreuves de la Deuxième Guerre mondiale. Il est frappant que, possédant le monopole atomique absolu à l'époque où les Soviets bolchévisaient les pays de l'Europe centrale, les Etats-Unis optèrent néanmoins pour une politique selon laquelle la fonction primaire de l'engin nucléaire devenait la menace et donc un argument politique plus que militaire.

L'année 1957 marque les débuts d'une nouvelle étape très importante puisque les Russes lancent avec succès le 27 août leur première fusée à grande distance (analogue aux futurs ICBM) et le 4 octobre le « Spoutnik I » de 4000 kg. qui fit mille quatre cents fois le tour de la terre avant de se volatiliser le 4 janvier suivant dans les hautes couches de l'atmosphère.

En 1959, ils accentuèrent une avance déjà indiscutable en projetant le 2 janvier l'engin « Mietchka » (1500 kg.) planète artificielle du soleil et le 13 septembre le « Lunik I » qui fit sensation.

Les Etats-Unis suivaient d'autres voies orientées vers la miniaturisation des satellites et les fusées à portée moyenne (IRBM). « Explorer I » (14 kg.), lancé le 31 janvier 1958, fit la découverte capitale des ceintures Van Allen, tandis que « Pionier IV » (6 kg), lancé le 3 mars 1959, fut le premier engin américain à entreprendre un vol spatial.

Les portées modestes des fusées de la « première génération » imposèrent d'en installer les bases aux limites mêmes du monde communiste qu'elles cernaient étroitement. Cette doctrine d'emploi était appelée à disparaître avec l'entrée en service des fusées du type intercontinental. Les Américains rattrapèrent leur retard en lançant en février 1961 la première fusée « Minuteman » (deuxième génération) à 6500 km. de son point de départ. Dès lors, les bases des fusées intermédiaires installées sur les territoires alliés peuvent être successivement démantelées en supprimant du même coup les pénibles dissensions internes à l'Alliance que les charges nucléaires entreposées en Europe avaient provoquées.

Entre-temps, vers 1960, les Russes tout d'abord, puis les Américains, ont résolu le problème des *carburants solides*. De ce fait, la durée des préparatifs de lancement des fusées a été réduite de dix fois environ (de 10 à 1 heure). On sait, d'autre part, que ces engins se déplacent à des vitesses trois fois supérieures à celles des avions à réaction les plus rapides. Comme ces avantages techniques s'additionnent, le délai d'alerte — dont disposera par exemple le président des Etats-Unis pour prendre une décision — se réduit actuellement à quinze minutes.

Enfin, les explosions expérimentales à haute altitude ouvrent de nouvelles perspectives puisqu'elles sont destinées semble-t-il à créer des *orages magnétiques*, capables de troubler le fonctionnement de tous les systèmes électroniques, comme le fut en son temps celui du satellite « Telstar ».

Comme la marche ou le fonctionnement des avions, radios, fusées, satellites, sous-marins atomiques, c'est-à-dire de tous les moyens techniques essentiels d'une future

guerre atomique ou même conventionnelle, dépend pour une large part de la fidélité et de la sensibilité de leur appareillage électronique, les éléments d'une révolution technique semblent apparaître aux horizons de la stratégie.

La prolifération des doctrines

Ces crises répétées qui ont modifié la carte politique du monde et les incessants progrès des techniques modernes ont donné tour à tour ou conjointement d'innombrables motifs de transformer les conceptions en vigueur pour les adapter aux circonstances et besoins du moment. La fréquence de ces modifications devint particulièrement rapide à partir de 1955.

Cette prolifération de doctrines, nombreuses au point qu'elles ne se distinguent parfois que par des nuances, a jeté le trouble dans l'opinion publique, d'autant plus que leurs libellés sont souvent obscurs et énigmatiques. Les accords de Nassau sont un exemple récent de cette confusion puisqu'on s'interroge encore de part et d'autre de l'Atlantique sur leur signification. Le professeur Kissinger, une autorité en la matière, a pu écrire récemment dans *Reporter* que « ces textes étaient d'une ambiguïté extraordinaire, de nature à conduire à un sentiment d'impuissance. Les Etats-Unis ont modifié si souvent leurs propositions à l'OTAN, que personne ne peut plus dire ce qu'ils veulent ou croient. Il n'est pas aisé pour d'autres gouvernements de baser leur politique militaire sur un allié aussi changeant » [1].

Le premier soin de ceux qui dirigent des séminaires sur ces matières à l'Institut est de faire établir un glossaire des expressions relatives aux doctrines tant il est vrai que la base d'une activité de recherche fructueuse est un langage clair et précis. En ce qui concerne la seule rubrique des « représailles », on enregistre une vingtaine d'expressions qui correspondent à autant de conceptions ou variantes différentes [2].

De 1952 à 1962 (11 ans) à sept reprises, l'éditorial de la *NZZ*, dont la qualité de l'information et l'objectivité des commentaires sont connues, a été consacré à l'exposé de *nouvelles* doctrines défensives américaines [3].

---

[1] Citation dans la *Gazette de Lausanne* du 10 janvier 1963.

[2] Variations sur le thème des représailles:
— représailles massives, limitées, agonisantes;
— dissuasion proportionnelle, graduée, réciproque, mutuelle, minimum;
— équilibre de la terreur, paix par la peur;
— contre-force (4 variantes McNamara, Kissinger, Osgood, Bethe);
— Stable deterrent, Finite deterrence, Nato-deterrent;
— Flexible respons, Cities-Strategy, controled respons.

[3] *NZZ* du 14 février 1952: « Neue Wege der europäischen Verteidigung ». *NZZ* des 15 mai 1954: « Betrachtungen zur neuen Strategie » et 22 décembre 1954: « Dulles, über die neue Strategie ». *NZZ* du 31 juillet 1956: « Die neue strategische Konzeption der Westmächte ». *NZZ* du 31 octobre 1959: « Nato-Verteidigung heute ». *NZZ* du 30 juin 1961: « Neues Programm für den Westen: Wandlung der Strategie ». *NZZ* du 24 février 1962: « Die Neuregelung der westlichen Nuklearverteidigung ». *NZZ* du 24 février 1963: « Amerikas Neuprüfung der Europastrategie ».

Cette avalanche provoque le désarroi; bientôt seuls les spécialistes s'y reconnaîtront [1].

Il serait temps de réagir. Le monde souhaite davantage de clarté. Il faut revenir aux objectifs politiques initiaux qui étaient simples et se poser la question élémentaire proposée par le maréchal Foch: De quoi s'agit-il?

Le «containment», doctrine fondamentale

La réponse est simple: il s'agit pour l'OTAN de s'opposer à la politique d'expansion du communisme.

Trois attitudes politiques et stratégiques sont possibles: deux d'entre elles sont extrêmes et opposées; c'est la troisième, intermédiaire, qui, bien entendu, a été adoptée.

L'OTAN aurait pu recevoir comme but de refouler les Soviets, au prix vraisemblable d'une guerre atomique, des territoires qu'ils ont indûment occupés, en particulier des pays de l'Europe centrale et de la Baltique. Cette conception, connue sous le nom de *Rollback Strategy* ne fut pas retenue pour la simple raison que dans ses premières années l'OTAN n'aurait pas eu les moyens militaires d'une politique aussi aventureuse.

On envisagea encore, pour le cas d'une attaque par surprise, un lent repli sur les rivages européens de l'océan où quelques têtes de pont auraient été conservées, par exemple en Angleterre, dans la péninsule ibérique, aux abords des passages maritimes scandinaves, en Afrique du Nord, ainsi qu'en Turquie. L'idée était d'utiliser les délais acquis de la sorte pour préparer et lancer une contre-offensive stratégique et reprendre les territoires momentanément abandonnés. Mais dans quel état les aurait-on récupérés? Cette perspective à elle seule condamnait ce que l'on a appelé un temps la *stratégie périphérique* [2], conception qui sera reprise dès 1960 avec d'autres moyens (bases de fusées intermédiaires à la périphérie du monde communiste, du Japon au Groenland).

Demeurait une troisième solution qui consistait à s'opposer à toute extension nouvelle des zones d'influence de l'URSS, sans pour cela provoquer une guerre généralisée ni s'y soustraire en cas d'attaque. Ce fut la politique ou la doctrine du *Containment* qui devint celle de l'OTAN dès sa fondation.

Même si cette expression ou le mot *contenir* ne réapparaît plus dans les déclarations officielles, il semble bien en fait que le « containment » est demeuré jusqu'à nos jours le principe fondamental de la politique occidentale. A son origine, l'idée est donc nette, simple et claire. Elle a disparu par la suite de l'avant-scène, submergée par le flot confus des *procédés* de représailles.

---

[1] On trouvera un exemple clair et typique de cette « dialectique des représailles » dans l'ouvrage récent de M. CLAUDE DELMAS: *La Stratégie Nucléaire*, p. 94, ch. 6.

[2] *Cf.* CÉLÉRIER: *Géopolitique et géostratégie*, p. 87-88.

L'adoption d'une telle stratégie comporte quelques conséquences nettement définies :

— Le rôle de la politique dans les conflits latents ou ouverts (Corée, Cuba, par exemple) gagne en importance puisque la généralisation de la guerre devrait être évitée. La négociation diplomatique se poursuit parfois en parallèle avec des actes mineurs de guerre conventionnelle. La plus grande flexibilité de la politique ouvre du reste la voie aux compromis et aux solutions ambiguës.

— Renonçant d'emblée à imposer sa volonté à l'adversaire par les armes si ce dernier ne l'y contraint pas par « une provocation extrême », l'Occident — en le proclamant — se prive des avantages de la guerre préventive tout en éliminant des plans russes une inconnue de première grandeur.

— Tout l'effort doit donc être porté, en cas d'attaque ennemie, sur la capacité de riposte, c'est-à-dire sur les représailles. A l'ère atomique, elles acquièrent de par leur gravité une portée qu'elles n'ont jamais eue jusqu'ici, même aux époques des luttes les plus sauvages. Elles posent en fait le problème de la *survie* des nations.

— Les méthodes de représailles atomiques sont tout naturellement devenues le centre des préoccupations. De nombreux auteurs se sont voués à l'analyse de leurs implications possibles. Leurs thèses étudient tour à tour l'ampleur des représailles (totales ou partielles), la compétence de les déclencher, leurs objectifs préférentiels, les pays qui pourraient y participer. Mais de leur volume impressionnant se dégage un sentiment de grande confusion. Ces controverses théoriques, abstraites, plus sophistiquées que subtiles sont en effet sans grande portée, car au moment décisif d'une crise, il ne saurait y avoir de doute que les Etats-Unis, dont la responsabilité est mondiale, décideront des modes d'agir sans appel et sans consultation préalable de leurs alliés qui n'auront qu'à s'incliner.

La proclamation, le 12 mars 1947, de la doctrine Truman, annonçant le soutien inconditionnel de la Grèce et de la Turquie contre les pressions et les interventions des Soviets, fut la première manifestation d'une politique de « containment ». Quelques mois plus tard, les bases du Plan Marshall étaient jetées ; élargi au monde libre, il poursuivait le même but, avec une générosité sans exemple dans l'histoire.[1]

La « déclaration Vandenberg », votée à une très forte majorité par le Sénat le 11 juin 1948, rompant avec le principe de l'isolationnisme, envisageait dès le temps de paix la participation militaire des Etats-Unis hors du continent américain dans le cadre d'associations régionales de sécurité.

La doctrine du *containment* avait dès lors des assises politiques, militaires, économiques et financières solides.

Comme toute politique elle eut ses succès et ses échecs dont on peut établir le tableau suivant, limité aux conflits les plus importants :

[1] *Cf.* JACQUES FREYMOND : *Die atlantische Welt*, p. 231 ss.

Politique du containment

échecs (conflits postérieurs à 1948)	*succès*
Chine	Blocus de Berlin
Hongrie	Corée
Suez	Laos (état début 1963)
Cuba	Crise de Berlin 1961

Cette appréciation des résultats est évidemment discutable, en particulier au sujet de Suez et de Cuba. Le critère adopté répond à l'idée fondamentale d'empêcher l'extension (directe ou indirecte) des zones d'influence des Soviets. Le cas de Suez est curieux, car si l'intervention des Etats-Unis contre leurs alliés européens a réussi, l'aboutissement final n'est guère favorable au monde occidental qui a perdu les prérogatives essentielles dont il disposait en cas de conflit sur le canal. On ne peut pas davantage considérer l'instauration d'un régime communiste à Cuba comme un succès de la politique de « containment ».

Emploi stratégique de l'énergie nucléaire

Expériences et hypothèses

Ce qui a été dit jusqu'ici permettra par la suite d'aborder à plus vive allure, dans leur contexte politique, les doctrines stratégiques qui, les unes après les autres, ont déterminé l'usage de l'énergie nucléaire à des fins militaires.

Après quelques observations au sujet des explosions *expérimentales* au Japon en 1945, le rôle *hypothèque* de l'arme nucléaire sera examiné dans le cadre des doctrines du « containment », des représailles massives, de la dissuasion graduelle et de la « counterforce strategy », considérées dans une tentative de synthèse comme les étapes marquantes de cette incessante mutation des conceptions.

Hiroshima

Quoique antérieures de plusieurs années au Traité de l'Atlantique Nord, les deux explosions nucléaires au Japon les 6 et 9 août 1945 présentent un certain intérêt de nos jours encore, car ce sont les deux *seules* expériences réelles dont les résultats soient pratiquement valables. Toutes celles qui ont suivi n'ont permis de recueillir que des données théoriques, si ce n'est le test involontaire dont ont été victimes des pêcheurs japonais dans le Pacifique. Les résultats macabres d'Hiroshima et de Nagasaki sont fréquemment extrapolés sans qu'une vérification soit possible. Si récemment le secrétaire d'Etat à la Défense M. McNamara estimait à 10 millions au moins de vies humaines

les pertes que causerait une attaque atomique soviétique sur les Etats-Unis, d'autres pensent que ce chiffre serait au bas mot trois fois plus élevé, équivalant au minimum au total de la population des vingt cités américaines les plus populeuses qui comptent ensemble 30 millions d'habitants.

Aux débuts de la physique atomique déjà, la réalisation de la première bombe fut la cause de difficultés entre Alliés au cours même de la guerre. On voit que les dissensions actuelles peuvent se réclamer de lointaines origines. Les Britanniques avaient une avance prononcée dans la recherche scientifique appliquée aux problèmes de la fission atomique, tandis que les Etats-Unis disposaient seuls d'un équipement industriel capable de résoudre le problème de la fabrication de la bombe. Malgré les accords secrets de Québec en 1943 entre Roosevelt et Churchill, les Britanniques ne furent pas consultés au sujet de l'arme nouvelle [1]. Le professeur Oskar Morgenstern porte du reste un jugement très sévère sur « l'amateurisme » qui a présidé au choix des premiers objectifs atomiques [2].

En décidant seuls de bombarder au petit bonheur une première, puis une seconde grande ville japonaise, les Etats-Unis ont délibérément pratiqué la politique de la terreur et ce qu'ils appellent aujourd'hui la *Cities-Strategy*. Ils la critiquent maintenant avec d'autant plus de vigueur que les Russes ne laissent planer aucun doute sur leur volonté de détruire les villes ennemies où sont concentrés les organes civils et militaires de gouvernement et de commandement.

Le «containment» et la «Forward-Strategy»

Le *containment* fut la doctrine officielle de l'OTAN de 1949 à 1953. Bien que solution intermédiaire, on l'a vu, entre une doctrine de refoulement (Rollback) et une stratégie périphérique comportant un repli initial, elle laissait encore suffisamment de marge géographique pour que l'attitude des forces de l'alliance dût être précisée.

En cas d'attaque soviétique, convenait-il de frapper le « coup d'arrêt » sur l'Elbe, sur le Rhin ou plus à l'ouest encore? Cette question, agitée dès 1949, fut résolue en septembre 1950 par une décision du Conseil de l'Atlantique qui se prononça pour une *Forward-Strategy*, la bataille devant être acceptée le plus à l'est possible, donc sur territoire allemand. L'expérience, récente alors, de l'attaque par surprise en Corée ne fut pas sans influence sur cette détermination. Ses conséquences politiques lointaines devaient être considérables puisqu'elle allait entraîner logiquement la participation militaire de l'Allemagne, puissance vaincue et occupée encore, à la défense occidentale.

Le monopole atomique perdu obligeait à compter avec l'éventualité d'une guerre nucléaire imposée par les Russes et à définir en conséquence le rôle respectif des forces conventionnelles et celui de l'armement atomique, c'est-à-dire de l'Amérique puisqu'elle seule en disposait. La nouvelle théorie de *l'épée et du bouclier*, érigée en 1951, répondait

---

[1] *Cf.* A. J. R. Groom: Dans *World Politics*, XV nº 1, octobre 1962, p. 123 ss. et 134.
[2] *Cf.* Oskar Morgenstern: *The Question of National Defense*, Ed. all., p. 14.

à ces préoccupations. Le bouclier formé des divisions alliées devait parer le premier choc, protégeant l'épée destinée à la riposte atomique. Cette conception portait déjà en germe la notion de représailles.

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti républicain en janvier 1953, l'attitude des Etats-Unis à l'égard des Alliés européens se raidit quelque peu Ils avaient du reste perdu définitivement le monopole atomique et thermonucléaire. Le général Eisenhower, devenu président, déclarait qu'« un sac de soldat est moins lourd que les chaînes d'un prisonnier », par quoi il se distançait de toute politique d'apaisement ou de « désengagement » de son pays en Europe. Certes, l'organisation atlantique s'était fortifiée. Des accords économiques avaient été signés et la CECA fondée le 18 avril 1951. Mais face à l'URSS, qui mécanisait et réarmait à vive allure ses grandes unités stationnées en Pologne et Tchécoslovaquie, l'effort des Etats européens pour étoffer le bouclier conventionnel paraissait insuffisant à leurs partenaires américains qui, eux, équipaient l'« épée » du système occidental avec un armement nucléaire fort dispendieux.

Les représailles massives

Le secrétaire d'Etat F. Dulles, manifestement impressionné par la guerre de Corée et les lourdes pertes humaines qu'elle avait causées, formula en 1954 la doctrine des *représailles massives*, ce qui signifiait un durcissement prononcé de la politique américaine. Il était enclin à retenir des solutions énergiques, même si parfois elles étaient dépourvues de la souplesse souhaitable. Il croyait la puissance des moyens américains, grâce en particulier à l'aviation stratégique, très supérieure à celle des Russes et sous-estimait l'aptitude de ces derniers à rattraper rapidement un retard évident, mais momentané. C'est pourquoi — le problème d'une riposte thermonucléaire russe ne le préoccupant pas — il a pu, avec des raisons plausibles à l'époque, penser qu'une attitude ferme et somme toute menaçante correspondait au mieux aux intérêts de l'alliance atlantique.

Il déclara donc qu'à toute attaque importante (*Major Attack*) conduite même avec des armes conventionnelles seulement, les Etats-Unis riposteraient avec leurs moyens atomiques sur tout le territoire des Soviets ou de la Chine.

De nos jours cette conception est critiquée par les compatriotes de l'ancien secrétaire d'Etat avec une certaine âpreté [1]. On lui reproche de n'avoir pas réalisé que la Russie ne tarderait pas à posséder un arsenal thermonucléaire redoutable, de telle sorte que des représailles massives auraient provoqué immédiatement une riposte au moins équivalente et par conséquent engagé le fatal mouvement en spirale que les Anglo-Saxons appellent l'*escalation*. Clausewitz attirait déjà l'attention sur le danger de l'*ascension aux extrêmes* pour une cause initialement peut-être mineure. Seul M. Claude Delmas prend la défense du secrétaire d'Etat lorsqu'il écrit: « Le seul homme d'Etat qui ait compris la logique de l'ère nucléaire fut M. Foster Dulles » [2]. Il semble bien que

---

[1] *Cf.* HANS A. BETHE: « Disarmement and Strategy », in *Survival*, 4 juin 1962, p. 267.
[2] *Cf.* CLAUDE DELMAS: *L'OTAN*, p. 107.

cette opinion modérée, pour autant qu'on tienne compte des circonstances de l'époque (1954), est plus conforme aux faits. Du reste, aucun des critiques américains de Dulles ne tente d'exposer ce qu'il aurait mieux valu faire dans ces années-là.

Entre-temps l'Allemagne était entrée comme quinzième puissance à l'OTAN en mai 1955, puis les Alliés avaient décidé de doter d'armes atomiques tactiques les forces jusqu'ici exclusivement conventionnelles du bouclier. Avec l'appoint allemand très important en vue et la puissance de feu sensiblement augmentée des divisions de l'OTAN, la situation militaire sur le continent s'améliorait. Dans ces conditions, il semble à première vue que la contre-révolution hongroise de novembre 1956 aurait dû être soutenue et que le monde occidental aurait pu s'épargner quelques jours plus tard l'éclatante manifestation de désaccord que provoqua l'expédition de Suez.

Mais à la fin de 1956 un des éléments essentiels de la doctrine des représailles massives s'avérait ne plus être valable. La menace russe d'une riposte nucléaire immédiate à Suez comme à Budapest forçait les derniers incrédules à comprendre que la parité était pleinement réalisée. Le système des représailles massives, redouté par les Européens qui en auraient été les premières victimes, dépassé par les événements, devenait caduc.

La dissuasion proportionnelle

Alors que jusqu'en 1956 les Etats-Unis avaient constamment maintenu leur avance dans le domaine des réalisations techniques, le lancement spectaculaire, en 1957, de la fusée intercontinentale et du « Spoutnik » russes faisait passer les Soviétiques en tête du peloton pour plusieurs années. La situation respective des adversaires était profondément modifiée en faveur de l'agresseur éventuel puisque subitement tout le territoire des Etats-Unis pouvait être soumis au bombardement nucléaire sans aucune chance d'intercepter les fusées sur leur trajectoire.

Une politique beaucoup plus prudente et réaliste s'imposait aux Etats-Unis à leur tour. Elle trouva son expression dans la formule de la *dissuasion proportionnelle* qui est une manifestation justifiée de la crainte qu'inspire l'éventualité d'un holocauste national. S'il attaque, l'adversaire sait à l'avance qu'il sera puni en fonction de la vigueur des coups qu'il aura portés, mais que les objectifs militaires sur son territoire seront visés de préférence à ses villes. Cette modération affichée devrait l'inciter à limiter lui-même, en quelque sorte par consentement mutuel sous-entendu, l'ampleur et l'inutile cruauté d'un premier bombardement nucléaire et partant le danger majeur de l'«escalation».

Cette conception, admise dès 1958, fut par la suite perfectionnée et affinée. Déjà très artificielle dans son fondement, elle s'égara en quelque sorte dans des développements purement théoriques en ignorant systématiquement les déclarations officielles parfaitement nettes du ministre de la Guerre soviétique à l'Académie Frunzé. Les fusées russes seraient dirigées, annonçait-il, sur les villes américaines où se trouvent les organes politiques et militaires dont dépendent la vie et la défense aux Etats-Unis, afin de les paralyser et les détruire.

A l'époque des fusées intercontinentales, la doctrine américaine ne valait que dans la mesure exacte où, par sa première attaque, l'adversaire présumé ne parviendrait pas à détruire le potentiel thermonucléaire des Etats-Unis dans sa totalité. L'*invulnérabilité* de ce système devenait donc une condition majeure et décisive de son efficacité.

Dès 1960, on s'orienta en conséquence vers les solutions traditionnelles ou ingénieuses, mais toujours extrêmement coûteuses, qui devront à l'avenir garantir cette invulnérabilité. Une fraction importante de la SAF — normalement le 25 % — est constamment en l'air pour échapper à la destruction sur ses aérodromes; les fusées « Minuteman » sont enfouies dans de profonds silos fortifiés; les sous-marins atomiques équipés de « Polaris » naviguent insaisissables dans les mers et relaieront peu à peu les bases terrestres des fusées intermédiaires installées au pourtour du monde communiste sino-russe.

La «Counterforce Strategy» et les accords de Nassau

Sous le nouveau gouvernement démocrate les discussions se poursuivent avec entrain en prenant un tour toujours plus abstrait qui frappe si on les compare aux déclarations moins abondantes, presque terre à terre et très réalistes des dirigeants soviétiques.

La destruction du potentiel thermonucléaire ennemi est devenu l'objectif principal et le thème de base de la nouvelle *Counterforce Strategy*. Mais l'immensité de l'espace russe et la pratique sévère d'un secret hermétique ne facilitent pas la localisation des dispositifs soviétiques de fusées de sorte que leur invulnérabilité est acquise à des conditions beaucoup moins onéreuses et probablement tout aussi efficaces que celle du système américain. Mais il est certain que lorsque cette invulnérabilité spécifique quasi absolue sera acquise de part et d'autre, la politique de la «counterforce» deviendra impossible par évanouissement de ses objectifs militaires préférentiels. Il ne restera plus qu'à rechercher la vulnérabilité de l'ennemi dans d'autres domaines (électronique, biologique, bactériologique, météorologique et celui de la navigation cosmique). Le mécanisme des réflexions pourra alors repartir à zéro. Peut-être se demandera-t-on alors ce qui se passerait si la dissuasion directe ne joue pas et qu'une guerre nucléaire éclate dont on rejette trop légèrement l'éventualité comme étant irrationnelle. Qualifier simplement d'irrationnelle cette hypothèse n'est pas un argument rationnel pour la condamner.

Militairement parlant, cette stratégie (dite aussi de la « réponse contrôlée ») présente cet aspect nouveau et intéressant qu'elle témoigne d'un retour inattendu à la notion oubliée des *réserves* qui seules permettent la manœuvre et par conséquent donnent la souplesse voulue — appelée de nos jours flexibilité — à l'emploi des moyens. Une fraction donc du potentiel thermonucléaire, particulièrement protégée, sera gardée en réserve ultime pour dévaster, le cas échéant, les cités soviétiques, dans l'espoir que cette dernière menace évitera que le conflit n'aboutisse à ce que M. Osgood appelle « a mutually suicidal exchange of cities » [1] (un suicide réciproque de villes).

[1] *Cf.* Robert E. Osgood: « Kinds of Counterforce », *Survival*, 5 janvier 1963, p. 23.

L'aboutissement de ces réflexions spéculatives en chaîne n'a rien de particulièrement réconfortant. Le retrait du prototype de fusées « Skybolt » a plongé l'Angleterre dans une dépendance atomique absolue à l'égard des Etats-Unis et conduit aux accords de Nassau qui tentent d'en adoucir les aspects choquants sous le couvert d'organisations multinationales ou multilatérales ou encore interalliées projetées dans la confusion. La décision de renverser la notion enfin bien ancrée de l'*épée atomique* et du *bouclier conventionnel* à l'aide d'arguments qu'on souhaiterait plus convaincants trouble les responsables européens soucieux de l'appui que recevraient leurs troupes au combat et inquiets des délais importants qu'exigera l'exécution de cette nouvelle conception défensive dont l'opportunité est pour le moins contestable. Après avoir proclamé l'impérieuse nécessité d'assurer l'invulnérabilité des moyens de représailles et d'y avoir réussi brillamment avec la formule originale et audacieuse du sous-marin atomique armé de fusées « Polaris », on s'efforce ces temps-ci de faire comprendre aux Alliés que, pour leurs propres forces, des navires de surface et de simples cargos suffiront. A ce sujet les explications fournies sont trop embarrassées pour convaincre.

Dans ce climat de confusion intellectuelle la réaction fracassante du général de Gaulle lors de sa conférence de presse du 14 janvier 1963 est compréhensible et même salutaire quelles qu'en soient les conséquences. Sur l'aspect économique de cette attitude, le professeur Röpke a rédigé pour la *NZZ* un article limpide auquel, du point de vue stratégique, on ne peut que souscrire entièrement[1].

« Le veto de Gaulle, écrit-il, apporte la clarté. Cette prise de position contre l'ambiguïté est à elle seule déjà un bénéfice. Le général, en refusant l'acrobatie des compromis, oblige à reviser les conceptions fondamentales. »

Au sujet de l'accès au club atomique, disputé à la France, le professeur Kissinger, qui a montré depuis la crise des Bahamas beaucoup de compréhension pour les positions européennes, écrit qu'« il est bien maladroit de vouloir empêcher ce pays de réaliser la bombe thermonucléaire. Elle pourrait être fort utile alors que les moyens américains de la nouvelle stratégie ne seront en place au plus tôt qu'en 1964. » La méthode la plus efficace pour lutter contre l'extension du club des nations atomiques — le problème très actuel du *Nth Country* — ne serait-elle pas de leur enlever toute raison de s'interroger quant au moment et à la puissance de l'appui américain en cas d'attaque soviétique et d'éviter d'ébranler périodiquement par des propositions hâtivement étudiées cette confiance si nécessaire, appelée en anglais non sans finesse *confidence* ?

Considérations finales

Une crise est le seul test efficace de la qualité d'une doctrine politique ou stratégique. L'instant du péril le plus grave est déterminant. C'est pourquoi la *crise* en tant qu'événement décisif paraît bien devoir se trouver au centre de l'étude d'une évolution historique de l'OTAN.

---

[1] *Cf.* Wilhelm Röpke : « Fruchtbarmachung des Vetos de Gaulles », *NZZ*, 31 janvier 1963.

Une appréciation exacte des situations et leur développement vraisemblable dans le proche avenir devrait être le fondement sur lequel s'échafaude une doctrine pour que les attitudes et le comportement qu'elle définit soient applicables — au moins dans leurs lignes générales — lors de la prochaine crise.

Or, le raisonnement paraît être conduit comme si l'OTAN de 1949 s'était depuis lors figée, sans s'étendre, ni avoir connu ces crises où elle fut près de chanceler. Pourtant cette organisation est fort différente en 1963 de ce qu'elle fut en ses débuts. Grâce aux efforts de ses populations et surtout du soutien économique généreux et militairement intéressé des Etats-Unis, les pays européens de l'OTAN qui, il y a une quinzaine d'années, comptaient sur la protection américaine, au prix, il est vrai, d'un certain degré de dépendance, veulent leur liberté d'action même s'il devait leur en coûter une protection moins efficace ou moins certaine. Mais c'est toujours le langage du protecteur au protégé qui est parlé à l'Europe et celle-ci, qui n'est plus économiquement faible, se plaint dès qu'une réduction de l'aide est envisagée. Néanmoins elle craint d'être encore trop étroitement associée à une grande puissance nucléaire dont la politique fut quelque peu ondoyante et les décisions unilatérales.

D'autre part il n'est pas de membre des autorités ni d'auteur américain qui n'affirment à l'envi, en termes comminatoires, que la puissance atomique des Etats-Unis dépasse de loin celle des Soviets dont les déclarations sont du reste identiques, mais en sens contraire [1]. Dialogue de sourds qu'il est impossible d'arbitrer puisque de part et d'autre personne n'a fourni un début de preuve qui étayerait ces allégations. Sous-estimer l'ennemi se paye parfois cher; l'histoire le prouve abondamment.

Cette affirmation de puissance et d'abondance en *mégatonnes* ne tient pas compte du degré de *saturation* atteint par l'armement atomique. Au-delà d'une certaine quantité nécessaire pour détruire entièrement un pays ennemi, le surplus de puissance disponible n'est pas supplémentaire mais inutile — on l'aura vu plus haut — à moins que l'on doute de l'efficacité de la première vague de bombardements. Ce raisonnement, s'il est valable, permet de dire qu'en puissance utile de destruction les deux Grands sont à égalité. Cette égalité reçoit le nom d'équilibre de la terreur. Or, on sait que tout équilibre, quel qu'il soit, est d'autant plus instable qu'il est plus parfait.

Une autre imprudence est de minimiser à l'extrême l'éventualité d'une guerre et de raisonner comme si un état de tension pouvait indéfiniment se prolonger ou qu'une crise devait fatalement s'apaiser. On suggère alors, non sans logique que la menace est d'un ordre tel qu'une guerre ne saurait éclater. On analyse les moyens pratiques d'écarter la possibilité d'une guerre atomique, mais sans chercher à savoir, si ce n'est très théoriquement, ce qui se passerait dans le cas contraire.

Cette conception est aussi dictée par la croyance qu'une guerre atomique signifierait inévitablement la fin du monde, ce qui est peu vraisemblable [2]. Mais croire qu'elle n'aura pas lieu pour ce seul motif est une opinion difficile à partager. Car il

---

[1] *Cf.* Oskar Morgenstern: *op. cit.*, p. 7.

[2] Raymond Aron: *Paix et Guerre*, p. 412-413. Claude Delmas: *La Stratégie nucléaire*, p. 45.

suffit que dans un combat de forces conventionnelles des projectiles atomiques tactiques explosent pour que le système de « l'escalation » fonctionne et aboutisse rapidement à un conflit général. On ne voit pas non plus Russes ou Américains acceptant une défaite en Europe occidentale et se repliant sans avoir usé de leur puissance atomique pour un enjeu de cette importance.

Ne pas tenir un compte plus exact de l'évolution interne de l'OTAN, s'illusionner sur le rapport des forces nucléaires, imiter le comportement de l'autruche lorsqu'il s'agit de guerre nucléaire, laisse l'impression assez angoissante d'un certain degré d'*irréalisme* dans l'élaboration de la politique occidentale qui se reflète dans ce jeu assez curieux de cache-cache avec un danger majeur, auquel on affecte de ne pas croire tout à fait.

Cette attitude intellectuelle assez surprenante inspire ces théories savantes et raffinées, mais purement spéculatives et stériles. Leurs ramifications en fonction d'hypothèses et de sous-hypothèses de plus en plus subtiles apportent plus de confusion que de connaissance. Cette analyse, qui se doit précise, ne devrait pas résulter d'un pur jeu de l'esprit, naïf à force de subtilité [1]. Trop d'auteurs en ces matières à la mode coupent les cheveux en quatre et s'imaginent sacrifier ainsi à l'esprit de finesse alors qu'ils commettent la plus redoutable des confusions.

Leur langage reflète l'appréhension du réel et l'obsession des solutions absolues que la politique n'a jamais connues. Or, « le langage *est* la pensée: une pensée mal exprimée est une pensée insuffisante » [2]. Le professeur O. Morgenstern souligne le danger du manque de clarté des idées et des expressions, des confusions et des contradictions dans ce domaine qui a trait au maintien de la paix mondiale [3].

Cet objectif répond à des préoccupations qui doivent être abordées avec réalisme. Seules les solutions simples sont valables. Leur expression doit être claire et nette, ce qui n'exclut nullement les nuances. C'est aussi le seul langage qui inspire confiance parce qu'il ne peut dissimuler de piège. L'Europe, qui n'est pas seulement un champ de bataille mais aussi une vieille terre de culture, réagira d'autant mieux qu'on lui parlera une langue qui répond à ses traditions intellectuelles.

Ouvrages et textes consultés

OSKAR MORGENSTERN: *The Question of National Defence*, Randon House, Inc., New York, 1959.
MAXWELL D. TAYLOR, Général: *The uncertain Trumpet*, Harper and Brothers, New York, 1959.
M. R. D. FOOT: *Men in Uniform*, The Institute for strategic studies, Londres, 1961.
HENRY A. KISSINGER: *Nuclear Weapons and Foreign Policy*, Harper and Brothers, New York, 1957.
RAYMOND ARON: *Paix et Guerre entre les Nations*, Calmann-Lévy, Paris, 1962.
JACQUES FREYMOND: *Die atlantische Welt*, Propyläen-Verlag bei Ullstein.

---

[1] *Cf.* RAYMOND ARON: *op. cit.*, p. 640 et 648.
[2] *Cf.* G. GUSDORF: *La Parole*, p. 83.
[3] *Cf.* O. MORGENSTERN: *op. cit.*, p. 12-14.

LOUIS-J. HALLE : *Guerre nucléaire et Paix nucléaire*, Droz, Genève, 1958.
DOTATION CARNEGIE : *La 17e assemblée générale des Nations-Unies*, octobre 1962.
AMBROISE JOBERT : *Chronologie des Evénements mondiaux*, Librairie de l'Université, Grenoble, 1963.
THE INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES : *The Military Balances* 1962-1963, Londres, 1962.
Survival, 4 mai 1962, articles de MM. McNamara, Thomas C. Schelling, H. Kissinger.
Survival, 4 juin 1962, articles de Bernard Brodie, Hans A. Bethe, ministre Messmer.
ROBERT E. OSGOOD : « Kinds of Counterforce », *Survival*, 5 janvier 1963.
M.-D.-U. STIKKER : « L'OTAN, réalités et perspectives », *Revue militaire générale*, avril 1962.
Général MAURICE GUÉRIN : « Perspectives scientifiques et art militaire », *Revue militaire générale*, avril 1962.
Général P. RENAULD : « Réflexions sur les armements modernes », *Revue militaire générale*, mars 1962.
MAP : « Impératifs stratégiques », *Revue militaire générale*, mars 1962.
CLAUDE DELMAS : *La Stratégie nucléaire*, PUF, 1963.
— *Le Monde atlantique*, PUF, 1958.
— *L'OTAN*, PUF, 1960.
GASTON BOUTHOUL : *La guerre*, PUF, 1953.
PIERRE GERBET : *Les Organisations Internationales*, PUF, 1960.
PIERRE CÉLÉRIER : *Géopolitique et Géostratégie*, PUF, 1955.
ROGER LABROUSSE : *Introduction à la Philosophie politique*, Rivière, Paris, 1959.
J.-W. LAPIERRE : *Le Pouvoir politique*, PUF, 1959.
G. GUSDORF : *La Parole*, PUF, 1956.
PAUL CHAUCHARD : *Le Langage et la Pensée*, PUF, 1956.